

Opinions



ANDRÉ FLAHAUT

Ministre d'Etat, ex-ministre de la Défense

Devant l'échec des autorités européennes à prévenir le Brexit, à y faire face et à enrayer les menaces qu'il fait peser sur l'économie et sur l'emploi, devant la carence du gouvernement belge actuel à définir des options stratégiques pour notre défense et notre sécurité, il est de mon devoir, en tant qu'ancien ministre de la Défense, de suggérer quelques pistes.

Le résultat du référendum sur le Brexit crée le besoin d'une relance de l'Europe politique, de la mise en place d'une défense européenne et d'une rénovation de la diplomatie, tant au niveau du Service européen d'action extérieure que des États membres.

Depuis le début du XXI^e siècle, le manque de communication et d'information des instances européennes vers les citoyens européens est patent. La Convention issue du Conseil européen de Laeken en 2001 n'a pas donné les résultats escomptés: le mal conçu traité constitutionnel a été rejeté en 2005, et le traité de Lisbonne, qui n'en est qu'un habile camouflage, révèle toutes ses lacunes techniques depuis 2009: il comporte maintes dispositions inappliquées comme la coopération renforcée en matière de défense ou la coopération structurée permanente. Mais son principal défaut, c'est qu'aucun Européen ne peut s'identifier à ce jargon technocratique. Or, s'il n'y a pas d'identité commune, sur quoi fonder la solidarité?

Les opinions publiques, dans tous les États membres, réclament, à juste titre, notamment plus de transparence de la part des responsables politiques.

Il est temps de rendre espoir aux Européens, en éclairant leur chemin, par la présentation d'une vision cohérente de l'avenir commun.

Le résultat du référendum sur le Brexit rouvre le jeu politique. Depuis Margaret Thatcher, le Royaume-Uni a été un frein à l'intégration européenne. En particulier, la Politique de sécurité et de défense commune, la mise en place d'une défense européenne effective et l'Agence européenne de défense ont été bloquées, sans parler de l'Europe sociale, de l'Europe fiscale, de la politique économique commune, des politiques industrielles.

Au projet «d'union de plus en plus étroites» entre les États membres de l'Union européenne doit être substitué celui des États-Unis d'Europe, car il n'y a pas unanimité pour cette union de plus en plus étroite, les dirigeants européens l'ont encore constaté ce week-end des 25 et 26 juin. Il faut donc fédérer ceux des États qui ont pris conscience de leur manque de souveraineté, car seules les superpuissances ont du poids dans les affaires du monde actuel, globalisé.

Les structures politiques actuelles de l'Union européenne pèchent par leur déficit démocratique. Le Parlement manque de pouvoirs, la Commission n'est pas un gouvernement, le Conseil européen gouverne de fait, et si mal, alors qu'il devrait



Les crédits pour la formation et l'entraînement, le rééquipement, le renseignement, la cyberdéfense et l'entretien des équipements sont très insuffisants. © BLOOMBERG

Le Brexit, enfin une opportunité pour la défense européenne!

Loin de la passivité des dirigeants actuels, belges et européens, exploitons le résultat du référendum sur le Brexit pour repenser, pour reconstruire l'Europe!

être le Sénat européen.

La façon technocratique dont sont menées les politiques européennes est insupportable à tout citoyen épris des idéaux démocratiques, soucieux d'efficacité.

La morosité financière, économique, sociale, mais surtout politique qui pénalise l'Europe depuis la crise des subprimes de 2008 a été gérée en dépit du bon sens et des lois de l'économie par ceux qui, à la suite de l'Allemagne, ont imposé l'austérité. Ce qu'il fallait faire, c'était soutenir la croissance par l'investissement, ce que permettent les taux d'intérêt actuels.

Cette austérité provoque la montée en puissance des partis radicaux voire extrémistes, de droite ou de gauche, le rejet des partis politiques modérés, l'affaiblissement des principes de solidarité, entre États membres, voire entre régions d'un même État, mais aussi face aux réfugiés et migrants.

Cette évolution des mentalités conduit à substituer à notre vision universaliste de l'Europe, héritée des Lumières, un comportement ethnocentrique rappelant l'époque coloniale ou l'Allemagne nazie.

Celui-ci a conduit à un accord scandaleux avec la Turquie, témoin de la persistance de l'inaction de l'Union européenne, qui a fait bien des ravages au cours des huit années qui ont suivi le renversement de Kadhafi.

Soft power

Mais si l'Union européenne est inactive, c'est aussi parce qu'elle se complait dans son rôle de «soft power», certes méritoire,

mais insuffisant: sur la scène internationale, les États se positionnent en fonction des rapports de forces, des capacités de dissuasion, de coercition et de défense.

Le colonel Jean Marsia l'a bien montré dans sa thèse de doctorat⁽¹⁾: bien que les États membres de l'Union européenne dépensent 200 milliards d'euros par an pour la défense, soit un tiers du budget des USA, nos capacités de défense n'atteignent pas 6% des américaines, car la paie des 1,5 million de militaires européens absorbe le gros des budgets, alors que 95% d'entre eux ne sont pas utilisables en opérations extérieures. Les crédits pour la formation et l'entraînement, le rééquipement, le renseignement, la cyberdéfense et l'entretien des équipements sont très insuffisants. Les gouvernements des États membres de l'Union européenne (UE), même ceux de la France, du Royaume-Uni ou de l'Allemagne, sont incapables d'assurer notre protection face aux terroristes, de contrôler les mouvements de population, de stabiliser le voisinage de l'Europe. Contrairement aux achats groupés auxquels j'ai procédé lorsque j'étais ministre de la Défense (l'Airbus A-400 M, le satellite Helios II, la modernisation des chasseurs de mines), mes successeurs et leurs collègues achètent chacun leur matériel militaire, c'est un surcoût de 13 milliards d'euros par an.

Les États-Unis d'Europe

Pour contrer cette résurgence nationaliste, voire ethnique, obligeons les gouvernements à créer les États-Unis d'Europe, pour assurer la protection de nos intérêts, faire

prévaloir nos valeurs et garantir l'avenir des Européens. Cela implique que les Premiers ministres nationaux ne soient plus sur la photo du Conseil atlantique avec le président américain, mais bien le président des États-Unis d'Europe. Un fort mouvement d'opinion est donc nécessaire.

Lors de la conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC, à Vilnius, le 5 septembre 2013, j'avais tracé la voie à suivre: «la mise en réseau, au sein de l'UE, des institutions militaires d'enseignement universitaire. Ce réseau devrait se structurer, pour devenir une université européenne de Défense, répartie sur différents sites. Elle devra contribuer à la formation des officiers pour la défense européenne, mais aussi à la recherche scientifique et technologique, militaire et civile. Par ses prestations au service de la société, elle contribuera à l'élevation de notre bien-être. Elle développera une vision à long terme en matière de sécurité européenne, dont découlera notamment un concept de formation d'officiers répondant aux besoins à long terme de la défense européenne. C'est par la formation que nous ferons le mieux avancer la Défense européenne.»

Loin de la passivité des dirigeants actuels, belges et européens, exploitons le résultat du référendum sur le Brexit pour repenser, pour reconstruire l'Europe!

(1) Jean Marsia, «La clef d'une défense européenne, celle des États-Unis d'Europe – De l'école royale militaire de Belgique à une université européenne de défense», Bruxelles, ASP, 2015.